



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Marine Machinery and Services / Machineries et services
maritimes
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage III, 8B3
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Vérification par une tierce partie, Système de gestion de la sécurité, Flotte GCC	
Solicitation No. - N° de l'invitation F7056-210958/A	Date 2022-01-13
Client Reference No. - N° de référence du client 0020210958	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ML-029-28473	
File No. - N° de dossier 029ml.F7056-210958	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2022-02-04 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guay, Yvan	Buyer Id - Id de l'acheteur 029ml
Telephone No. - N° de téléphone (343) 543-5396 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

**DEMANDE DE PROPOSITION (DDP)
POUR LA
VÉRIFICATION DE TIERCE PARTIE
DU
SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ
POUR LA
FLOTTE DE LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE (GCC)**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE - CONCURRENTIELS - SOUMISSION.....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	7
2.7 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	15
6.1 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	15
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	16
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	16
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	16
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	16
7.5 RESPONSABLES.....	17
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
7.7 PAIEMENT	18
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	21
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	21
7.10 LOIS APPLICABLES	21

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.11	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	22
7.12	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN).....	22
7.13	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	22
7.14	LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR AU TITRE DE DOMMAGES SUBIS PAR LE CANADA 22	
7.15	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	23
7.16	ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	23
7.17	INSPECTION ET ACCEPTATION	23
ANNEXE « A »		24
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	24
ANNEXE « B »		32
	BASE DE PAIEMENT	32
ANNEXE « C »		33
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	33
ANNEXE « D »		35
	ENTENTE DE NON-DIVULGATION	35
ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		36
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	36
ANNEXE « F »		37
	PLAN D'ÉVALUATION TECHNIQUE.....	37
ANNEXE « G »		38
	PLAN D'ÉVALUATION FINANCIER.....	38

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les Exigences en matière d'assurance, l'Entente de non-divulgaration, les Instruments de paiement électronique, le Plan d'évaluation technique, le Plan d'évaluation financier et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 7.1 des clauses du contrat éventuel.

L'objectif principal est de fournir une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne la conformité aux exigences du Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (c.-à-d., le Code ISM) de l'Organisation maritime internationale.

L'objectif secondaire est de fournir à la requête du client une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne la conformité aux exigences du Code international de la sûreté des navires et des installations portuaires (le code ISPS) et aux amendements 2002 de SOLAS.

Contexte : La Garde côtière canadienne est composée de navires gérés par le gouvernement utilisés à des fins non commerciales et est exempté de l'application obligatoire du Code. Néanmoins, en 1996, le Commissaire de la Garde côtière canadienne a déterminé que l'on demanderait la certification de la Flotte de la GCC en vertu du Code ISM. La Garde côtière canadienne a obtenu un document de conformité en octobre 1999 et des certificats de gestion de la sécurité délivrés en vertu du Code qui comprennent l'ensemble de sa flotte de plus de 125 TJB.

Documents applicables: résolutions de l'assemblée de l'OMI A.741 (18) ISM codes A.913 (22), A. 882 (21) et A. 787 (19) (directives d'implémentation), Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques (2010-06-23 C.R.C., c353), Résolution A.739 (18) directives d'autorisation des sociétés de classification (SC) agissant au nom de l'Administration (obligatoire au chapitre XI de SOLAS 74), la Résolution A. 996/25, Code d'application obligatoire des outils OMI 2007 et Procédures et Règlements IACS 2009/révision. 1 2010/Corr. 1 2010)

La durée de ce contrat est pour une période initiale du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2027 avec une option de prolongation d'une (1) période de cinq (5) années.

Ce besoin est limité aux services canadiens.

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Exigence de vaccination contre la COVID-19

Cette exigence est assujettie à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

1.4 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire - concurrentiels - soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

La Garde côtière canadienne a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la [Politique sur les droits de propriété intellectuelle issus de marchés conclus avec l'État](#) : les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ne peuvent appartenir à l'entrepreneur en vertu d'une loi, d'un règlement, ou d'une obligation antérieure contractée par Canada envers un ou des tiers.

2.7 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique, une (1) copie électronique en format PDF

Section II : Soumission financière, une (1) copie électronique en format PDF

Section III : Attestations, une (1) copie électronique en format PDF

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le Plan d'évaluation technique reproduite à l'annexe « F ».

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le Plan d'évaluation financier reproduite à l'annexe « G ».

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

F7056-210958/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID

029ml

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

Clause du *Guide des CCUA* C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères d'évaluation techniques obligatoires sont inclus dans le Plan d'évaluation technique à l'annexe « F ».

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les critères d'évaluation financiers obligatoires sont inclus dans le Plan d'évaluation financier à l'annexe « G ».

4.1.2.2 Évaluation du prix - soumission

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens selon le Plan d'évaluation financier à l'annexe « G ».

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - Critères techniques et financiers obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires et critères d'évaluation financiers obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat.

Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, _____ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de _____ (*nom de l'entreprise*) dans le cadre de la demande de soumissions numéro _____ (*insérer le numéro de la demande de soumissions*), insérer le numéro de la demande de soumissions _____ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec les fonctionnaires seront :

- a. entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- b. à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci; ou
- c. partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période allant jusqu'à 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu la première dose et qui font l'objet de mesures temporaires qui ont été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada,

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

période après laquelle le personnel des fournisseurs satisfera aux conditions (a) ou (b) ou alors ne pourra plus avoir accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires dans le cadre de ce contrat;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____
(nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que
_____ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à
cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____
Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause [A3050T](#).

Les soumissionnaires devraient fournir cette attestation avec leur soumission. Si l'attestation n'est pas remplie et fournie avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de fournir cette attestation remplie. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de fournir l'attestation remplie aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1.1 Définition du contenu canadien

Clause du *Guide des CCUA* [A3050T](#) (2020-07-01), Définition du contenu canadien

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.3 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

5.2.3.4 Attestation en tant qu'organisme reconnu par Transports Canada

Le soumissionnaire atteste qu'ils possèdent un accord d'autorisation en tant qu'organisme reconnu avec Transports Canada pour fournir une vérification par une tierce partie du système de gestion de la sécurité des bâtiments et qui restera valide pour la durée du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

(Signature)

(Date)

5.2.3.5 Attestation de conformité avec l'énoncé des travaux

Le soumissionnaire doit fournir une attestation de conformité avec chacune des clauses de l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

(Signature)

(Date)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences en matière d'assurance

Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C ».

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

Objectif principal : l'entrepreneur doit fournir une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne la conformité aux exigences du Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (c.-à-d., le Code ISM) de l'Organisation maritime internationale.

Objectif secondaire : l'entrepreneur doit fournir à la requête du client une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne la conformité aux exigences du Code international de la sûreté des navires et des installations portuaires (le code ISPS) et aux amendements 2002 de SOLAS.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2035](#) (2021-12-02), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[4007](#) (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 mars 2027, inclusivement.

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus une (1) période supplémentaire de cinq (5) années, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Yvan Guay
Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Direction des radoub, de la logistique et de la construction des petits navires
Place du Portage, Phase III, 6A2
11 rue Laurier
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 343-543-5396
Courriel : yvan.guay@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Gestionnaire de projet

Le gestionnaire de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____
Télécopieur : ____-____-_____
Courriel : _____

(L'autorité contractante insérera les renseignements du gestionnaire de projet lors de l'attribution du contrat.)

Le gestionnaire de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le gestionnaire de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Le gestionnaire de projet est aussi responsable de la coordination générale du système de gestion de sécurité et du programme de vérification.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

(L'autorité contractante insérera les renseignements du représentant de l'entrepreneur lors de l'attribution du contrat.)

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Ou

Non applicable.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement – Prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes conformément à la Base de paiement, dans l'annexe « B ». Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.1.1 Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Le Canada ne versera à l'entrepreneur aucune indemnité de faux frais pour les voyages autorisés.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

7.7.1.2 Option de prolongation du contrat

Durant la période de prolongation du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes conformément à la Base de paiement, dans l'annexe « B » pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

À la fin de chaque année de contrat après l'année 5, commençant avec l'année en option 1, les prix applicables à l'Annexe « B' », Base de paiement sont assujettis à un ajustement économique du prix annuel, à la hausse ou à la baisse selon le paragraphe 7.7.6, Ajustement économique du prix.

7.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (l'autorité contractante fournira le montant lors de l'émission du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
- selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.3 Paiements multiples, si applicable

Clause du Guide des CCUA [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples

7.7.4 Paiement progressifs, si applicable

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux de base, jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
- c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas **100 p. 100** de la totalité du montant à verser.
- d. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés.

2. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y

a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

3. Pour la réconciliation, le montant payé en paiements progressifs mensuels sera comparé, annuellement, aux travaux planifiés et payés versus les travaux accomplis.

7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

(L'autorité contractante reproduira l'information de l'annexe « E » Instruments de paiement électronique précisée par le soumissionnaire dans sa soumission.)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement).

7.7.6 Ajustement économique du prix

Après la fin de chaque année du contrat, les prix et les taux indiqués à l'annexe « B » - Base de paiement sont assujettis à un ajustement économique du prix annuel, à la hausse ou à la baisse, lors de la période facultative, afin de tenir compte des fluctuations réelles de l'économie lors la durée du contrat.

L'indicateur économique afin de tenir compte des fluctuations réelles de l'économie est l'Indice des prix à la consommation (IPC), mensuel (2002=100), ensemble, Canada, tableau : 18-10-0004-01 publié par Statistique Canada. Par exemple l'IPC ensemble Canada en novembre 2021 est de 144.2.

Après la fin de chaque année de contrat et une fois que l'indicateur économique de trois (3) mois avant l'anniversaire de la date du contrat ait été publié, les prix seront calculés tels qu'indiqués ci-dessous :

$$P(x) = P(o) \times \text{Indice } (x) / \text{Indice } (o)$$

$P(x)$ = $P(o)$ X Indice (x) / Indice (o), ou :

$P(x)$ = Prix ajusté de l'année de contrat courante,

$P(o)$ = Prix de base de l'année de contrat précédente,

Indice (x) = La moyenne de l'indicateur économique pour la durée de 12 mois qui se termine trois (3) mois avant l'anniversaire de la date du contrat de l'année courante,

Indice (o) = La moyenne de l'indicateur économique pour la durée de 12 mois qui se termine trois (3) mois avant l'anniversaire de la date du contrat de l'année précédente.

Tous les calculs seront effectués jusqu'à la limite de l'ordinateur et les prix résultants applicables pour l'année de contrat seront arrondis au dollar le plus près.

Si l'indicateur économique contenu dans la clause en vigueur est discontinué, ou si la base pour reporter cet indicateur économique est modifiée de celui qui existe lors de la date de l'attribution du contrat, l'entrepreneur et le Canada doivent immédiatement se mettre d'accord et établir un indicateur économique de remplacement, ou formuler des ajustements, consistants avec ceux établis dans la présente clause, et à défaut d'un tel accord, le Canada doit déterminer la méthode d'ajustement.

7.7.7 Vérification discrétionnaire des comptes

Clause du Guide des CUA [C0705C](#) (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

2. Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses.

3. Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- b. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

4. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.

5. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et l'envoyer au chargé de projet identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat aux fins d'attestation exigée après l'inspection et l'acceptation des travaux accomplis. Le chargé de projet enverra l'original de la demande à l'autorité contractante pour certification et transmission au bureau de paiement pour la certification restante et le traitement du paiement.

6. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Canadian Content Certification

SACC Manual clause [A3060C](#) (2008-05-12) Canadian Content Certification

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (L'autorité contractante insérera le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires [4007](#) (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales [2035](#) (2021-12-02), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
- g) les ententes de non-divulgence signées;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (L'autorité contractante insérera la date de la soumission précisée par le soumissionnaire dans sa soumission).

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « C ».
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.14 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.

2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à la valeur du contrat. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :

- a. toute violation des droits de propriété intellectuelle;
- b. tout manquement aux obligations de garantie.

3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

7.15 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.16 Entente de non-divulgaration

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgaration, incluse à l'annexe « D », remplie et signée et l'envoyer au responsable technique avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

7.17 Inspection et acceptation

Le chargé de projet est l'autorité d'inspection. Tous les rapports, les articles livrables, les documents, les biens et les services fournis dans le cadre du contrat peuvent faire l'objet d'une inspection par le responsable de l'inspection ou son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services fournis ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne satisfont pas à celles du responsable de l'inspection, ce dernier pourra les refuser ou demander qu'ils soient corrigés, aux seuls frais de l'entrepreneur, avant de recommander le paiement.

ANNEXE « A »

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX
relatif
à la vérification de tierce partie
du
système de gestion de la sécurité
de la
Flotte de la Garde côtière canadienne**

1. Objectifs

- 1.1 Objectif principal : l'entrepreneur doit fournir une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne la conformité aux exigences du *Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution* (c.-à-d., le Code ISM) de l'Organisation maritime internationale.
- 1.2 Objectif secondaire : l'entrepreneur doit fournir à la requête du client une vérification indépendante d'une tierce partie du système de gestion de la sécurité utilisé au sein de la Flotte de la Garde côtière canadienne de la conformité aux exigences du *Code international de la sûreté des navires et des installations portuaires* (le code ISPS) et aux amendements 2002 de SOLAS.
- 1.3 Documents applicables : résolutions de l'assemblée de l'OMI A.741 (18) ISM codes A.913 (22), A. 882 (21) et A. 787 (19) (directives d'implémentation), *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* (2010-06-23 C.R.C., c353), Résolution A.739 (18) directives d'autorisation des sociétés de classification (SC) agissant au nom de l'Administration (obligatoire au chapitre XI de SOLAS 74), la Résolution A. 996/25, Code d'application obligatoire des outils OMI 2007 et Procédures et Règlements IACS 2009/révision. 1 2010/Corr. 1 2010)

2. Contexte

- 2.1 En mai 1994, l'Organisation maritime internationale (OMI) a adopté et établi le *Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution* (Code ISM). Le Code a été intégré officiellement au Chapitre IX du *Règlement de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer* (Convention SOLAS) résolution réglementaire A.741 (18) et inclus les 13 éléments du code :

1. Système de gestion de la sécurité
2. Politique sur la sécurité et l'environnement
3. Responsabilités et pouvoirs de la compagnie
4. Personne désignée à terre
5. Responsabilités et pouvoirs du commandant
6. Ressources et personnel
7. Élaboration de plans pour les opérations à bord
8. Mesures d'urgence
9. Rapports et analyse des irrégularités, accidents et événements hasardeux
10. Entretien du navire et de l'équipement
11. Documentation
12. Vérification de la conformité, examen et évaluation
13. Certification et vérification.

- 2.2 Le Canada est signataire de cette Convention, qui l'oblige officiellement à appliquer le Code à l'exploitation des navires battant pavillon canadien utilisés à des fins commerciales. Un calendrier établi par l'organisme international précise le moment de l'entrée en vigueur du Code selon divers types de navires. Les navires qui ne sont pas conformes au Code se verront refuser l'accès aux ports de pays étrangers, en vertu de la législation locale en matière de contrôle par l'État du port.
- 2.3 Le Code vise à garantir la sécurité en mer, à prévenir les blessures et les pertes de vie et à éviter les dommages à l'environnement, en particulier le milieu marin, de même qu'aux biens (Code ISM 1.2.1). Le Code est considéré comme la norme minimale pour garantir la sécurité, l'efficacité et l'efficience de la navigation maritime.
- 2.4 La Garde côtière canadienne est composée de navires gérés par le gouvernement utilisés à des fins non commerciales et est exemptée de l'application obligatoire du Code. Néanmoins, en 1996, le Commissaire de la Garde côtière canadienne a déterminé que l'on demanderait la certification de la Flotte de la GCC en vertu du Code ISM.
- 2.5 La Garde côtière canadienne a obtenu un document de conformité en octobre 1999 et des certificats de gestion de la sécurité délivrés en vertu du Code qui comprennent l'ensemble de sa flotte de plus de 125 TJB.
- 2.6 La Garde côtière canadienne a obtenu la certification de tous ses navires de plus de 125 TJB en 2004.
- 2.7 Canada est signataire au Code International de la sûreté des navires et des installations portuaires, tel que décrits à la partie A Section 3 du Code ISPS. Afin d'implémenter le Code ISPS au Canada, le *Règlement sur la sûreté du transport maritime* (RSTM) ont été développés. Le Code ISPS et le RSTM ont pris effet simultanément le 1^{er} juillet 2004.
- 2.8 L'objectif principal du Code ISPS (Partie A Section 1.2) est d'établir un cadre international impliquant une coopération entre les gouvernements signataires, les agences gouvernementales, les administrateurs locaux et les industries maritimes et portuaires afin de d'identifier les menaces à la sûreté et prendre des mesures préventives envers les incidents de sûreté affectant les navires ou les installation portuaires utilisés par le transport maritime international. Le Code ISPS est vu comme étant le standard minimum opérationnel du transport maritime international. Le RSTM est la législation Canadienne qui supporte cet objectif au sein du territoire canadien et à bord des navires battant pavillon canadien à laquelle elle s'applique.
- 2.9 La Garde côtière canadienne est composée de navires opérés par le gouvernement et utilisés de façon non-commerciale est exemptée de l'application obligatoire du Code ISPS (Partie A Section 3.3) et du RSTM (Section 201). Toutefois, en 2004, le commissaire et le comité exécutif de la Flotte de la garde côtière canadienne a décidé que la Flotte de la GCC assurerait une conformité volontaire aux exigences du Code ISPS et au RSTM canadien le supportant.
- 2.10 La Garde côtière canadienne a implémenté un programme d'auto-certification pour tous les navires de la GCC de plus de 15 TJB.
- 2.11 La Garde côtière canadienne a auto-certifié tous les navires de la GCC de plus de 15 TJB.
- 3. Portée**
- 3.1 L'entrepreneur doit évaluer la conformité de l'exploitation de la Flotte de la Garde côtière canadienne au *Règlement sur la gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires* (DORS 98/348) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (L.R. 1985 ch. S-9).

3.2 Le personnel de la Direction générale de la Gestion de la sécurité de la GCC inspecte annuellement les navires, en ce qui a trait aux certificats de sécurité réglementés. L'entrepreneur doit délivrer des documents de conformité et des certificats de gestion de la sécurité, indépendamment de la situation des navires sur le plan de la classification.

3.3 L'entrepreneur doit accepter, ou délivrer de nouveau à titre d'échange, le document de conformité et les certificats de gestion de la sécurité délivrés à la Garde côtière canadienne par le registraire précédent en vertu du Code ISM de la Flotte, c'est-à-dire, Det Norske Veritas DNV.

4. Travaux livrables et langues

4.1 L'entrepreneur doit évaluer les opérations côtières de la Flotte de la Garde côtière canadienne selon les exigences du Code ISM. Lorsqu'il sera convaincu de la conformité, il doit renouveler ou délivrer de nouveau un document de conformité selon la formule et la manière admissibles pour l'administration canadienne.

4.2 L'entrepreneur doit évaluer les principaux navires de la Flotte de la Garde côtière canadienne selon les exigences du Code ISM. Lorsqu'il sera convaincu de la conformité, il doit renouveler ou délivrer de nouveau un document de gestion de la sécurité selon la formule et la manière admissibles pour l'administration canadienne.

4.3 Les vérifications et les rapports des bureaux et des navires seront conformes aux exigences du Code ISM. Le document de conformité sera renouvelé annuellement; les certificats de gestion de la sécurité seront renouvelés à deux reprises sur une période de cinq ans.

4.4 Selon la langue de travail utilisée au port d'attache des navires, l'entrepreneur doit effectuer les vérifications et les entrevues et rédiger les rapports en français et/ou en anglais.

4.5 Tous les documents et les rapports électroniques élaborés par l'entrepreneur selon les modalités du présent contrat seront réalisés en format électronique, à l'aide de la version courante des programmes Microsoft Word et Microsoft Excel.

4.6 Tous les certificats élaborés selon les modalités du présent contrat seront produits en copie papier, en double et selon une formule acceptable par l'administration canadienne.

5. Gestionnaire de projet

5.1 La Gestionnaire de projet et la Responsable de la coordination générale du système de gestion de sécurité et du programme de vérification.

6. Lieu de travail

6.1 La Garde côtière canadienne est divisée en quatre régions et un bureau chef. Les régions, leurs secteurs et le bureau chef sont :

- Région de l'Atlantique
 - Secteur Terre-Neuve et Labrador : St. John's, TNL
 - Secteur Maritimes : Dartmouth, NÉ
- Région Centrale
 - Secteur St-Laurent : Ville de Québec, QC
 - Secteur des Grands Lacs : Sarnia, ON

- Région de l'Arctique
→ Yellowknife, TNO
- Région de l'Ouest
→ Vancouver and Victoria, CB
- Bureau chef : Région de la Capitale nationale
→ Ottawa, ON

6.2 Les navires de la Garde côtière canadienne seront normalement vérifiés à l'un des sites de l'Appendice 1 à l'Annex « A ». Les sites peuvent être modifiés selon les exigences opérationnelles.

7. Renseignements généraux

- 7.1 La Garde côtière canadienne est l'organe responsable de la prestation de services du gouvernement du Canada dans le secteur maritime. Elle fait partie du ministère des Pêches et des Océans.
- 7.2 La Garde côtière canadienne possède ou exploite des navires, des petites embarcations et des engins à portance dynamique dans les Grands Lacs, le lac Winnipeg et le réseau hydrographique du fleuve Mackenzie, de même que dans les eaux côtières canadiennes des océans Atlantique, Pacifique et Arctique. La Flotte est composée de brise-glaces, de baliseurs, de navires de recherche et de sauvetage, de navires de recherche hydrographique et scientifique, de bateaux de recherche sur les pêches, de navires chargés de faire appliquer la loi sur les pêches, de navires affectés à l'intervention environnementale, d'aéroglosses et d'hélicoptères.
- 7.3 La Garde côtière canadienne compte la plus imposante flotte de la marine civile du Canada, forte d'environ 122 bâtiments et 22 aéronefs. Environ 50 bâtiments ont une jauge brute de plus de 125 tonnes (l'applicabilité de la jauge n'a pas encore été déterminée en ce qui concerne les aéroglosses).
- 7.4 La Flotte est administrée par le Commissaire de la capitale nationale, à Ottawa; en outre, elle est basée dans quatre régions administratives, c'est à dire, Atlantique, Centrale, Arctique, et l'Ouest. Des éléments de la Flotte nationale sont attribués à chacune des régions, afin de répondre aux besoins opérationnels locaux. Les responsables de chaque région exploitent les navires conformément aux procédures et aux lignes directrices nationales.
- 7.5 Pour de plus amples renseignements sur la Garde côtière canadienne, sur son rôle, sur ses programmes et sur ses effectifs, consultez le site Web de la Garde côtière, à l'adresse <https://www.ccg-gcc.gc.ca/fleet-flotte/index-fra.html>

N° de l'invitation - Solicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDIX 1 TO ANNEX A - Vessel Locations, Gross Tonnage, Class of Voyage, Certificate Expiry and Year Built

APPENDICE 1 À ANNEXE A - Emplacements des navires, jauge brute, classe de voyage, expiration du certificat et année de construction

Vessel / Navire	Gross Registered Tonnage / Tonneaux de Jauge Brute	Home Base / Base principale	Class of Voyage / Classe de voyage/	Certificate Expiry / Expiration du certificat	Year Built / Année de construction
ATLANTIC REGION / RÉGION DE L'ATLANTIQUE					
SECTOR NEWFOUNDLAND AND LABRADOR / SECTEUR TERRE-NEUVE ET LABRADOR					
LOUIS S. ST-LAURENT	11345	St. John's, NL	UV	2022-02-09	1969
HENRY LARSEN	6166.5	St. John's, NL	UV	2021-07-11	1987
TERRY FOX	4234.0	St. John's, NL	UV	2024-06-27	1983
ANN HARVEY	3853.6	St. John's, NL	UV	2025-09-06	1987
GEORGE R. PEARKES	3809.09	St. John's, NL	UV	2025-01-08	1986
CAPTAIN MOLLY KOOL	3382	St. John's, NL	UV	2026-01-30	2001
TELEOST	2405	St. John's, NL	UV	2025-04-12	1988
LEONARD J. COWLEY	2243	St. John's, NL	UV	2024-08-13	1984
CAPE ROGER	1255	St. John's, NL	UV	2021-10-12	1977
CYGNUS	1210.5	St. John's, NL	UV	2021-10-21	1982
VLADYKOV	254	St. John's, NL	NCC	2022-11-10	2012
SECTOR/ SECTEUR MARITIMES					
KOPIT HOPSON 1753 (former: EDWARD CORNWALLIS)	3728	Dartmouth, NS	NCC1	2021-10-10	1986
SIR WILLIAM ALEXANDER	3728	Dartmouth, NS	UV	2025-06-07	1987
JEAN GOODWILL	3382	Dartmouth, NS	UV	TBD	2020
HUDSON	3444	Dartmouth, NS	UV	2021-08-29	1963
CAPT JACQUES CARTIER	2975	Dartmouth, NS	UV	2025-09-15	2019
EARL GREY	1972	Dartmouth, NS	UV	2025-01-09	1986
ALFRED NEEDLER	925	Dartmouth, NS	UV	2021-08-24	1982
CORPORAL McLAREN MMV	253	Dartmouth, NS	NC C1 - limited HT2	2019-05-27	2013
CORPORAL TEATHER C.V.	253	Dartmouth, NS	NC C1 - limited HT2	2023-09-04	2013
G. PEDDLE S.C.	253	Dartmouth, NS	NC C1 - limited HT2	2024-04-15	2013
M. PERLEY	211	Shippagan, NB	NCC	2023-08-27	2012
CENTRAL REGION / RÉGION CENTRALE					
SECTOR ST. LAWRENCE / SECTEUR ST-LAURENT					
DES GROSEILLIERS	6097.8	Québec, QC	UV	2022-05-16	1982
AMUNDSEN	5911	Québec, QC	UV	2024-03-05	1979
PIERRE RADISSON	5910	Québec, QC	UV	2021-10-28	1978
MARTHA L. BLACK	3818.06	Québec, QC	UV	2025-03-01	1986
A. LEBLANC	253	Québec, QC	NC C1 Limited HT2	2024-10-31	2014
CAPORAL KAEBLE V.C.	253	Sorel, QC	NC C1 Limited HT2	2022-10-25	2012

N° de l'invitation - Solicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

CONSTABLE CARRIÈRE	253	Quebec, QC	NC C1 Limited HT2	2023-11-19	2013
LEIM	158.3	Sorel, QC	NC	2024-10-07	2012
SECTOR GREAT LAKES / SECTEUR DES GRANDS LACS					
GRIFFON	2212	Prescott, ON	UV	2025-02-22	1970
SAMUEL RISLEY	1967	Parry Sound, ON	IW1	2022-12-95	1985
LIMNOS	459.94	Burlington, ON	IW1	2025-11-02	1968
WESTERN REGION / RÉGION DE L'OUEST					
SIR WILFRID LAURIER	3812	Victoria, BC	UV	2025-04-20	1986
SIR JOHN FRANKLIN	2975	Victoria, BC	UV	2025-01-14	2017
SIR WILFRED GRENFELL	2404	Victoria, BC	UV	2020-07-20	1987
JOHN P. TULLY	2195	Patricia Bay, BC	UV	2025-03-04	1985
GORDON REID	880	Victoria, BC	NCC1	2021-05-21	1990
TANU	754	Patricia Bay, BC	NC	2021-10-15	1968
ECKALOO	661	Hay River, NWT	IW	2021-07-18	1988
DUMIT	569	Hay River, NWT	IW	2021-07-18	1979
VECTOR	516	Patricia Bay, BC	NC	2026-03-01	1967
CAPTAIN GODDARD M.S.M	253	Victoria, BC	NC C1 Limited HT2	2025-05-26	2014
M. CHARLES M.B.	253	Victoria, BC	NC C1 Limited HT2	2025-05-19	2014
SIR WILFRED GRENVILLE	253	TBD	TBD	TBD	TBD
PRIVATE ROBERTSON V.C.	253	Patricia Bay, BC	IW1	2021-05-19	2012

Legend / Légende:

UV = Unlimited Voyage / Voyage illimité – over 2000nm

NCC = Near Coastal Voyage Class / Voyage à proximité du littoral classe

IW = Inland Water / Eaux intérieures

Lim = Limited / Restreint

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDIX 2 TO ANNEX "A" – Safety Management Certificates

APPENDICE 2 À ANNEXE A – Certificats de gestion de la sécurité

(Subject to addition, deletion, or substitution)
(Assujettis à des ajouts, retraits, ou substitutions)

Vessel/Region Navire/Région	GRT TJB	Certificate Expiry Expiration du Certificat
ATLANTIC REGION RÉGION DE L'ATLANTIQUE		Year/mm/dd Année/mm/jj
Sector Newfoundland/Labrador Secteur Terre-Neuve-et-Labrador		
LOUIS S. ST-LAURENT	11345	2022-02-09
HENRY LARSEN	6166.5	2021-07-11
TERRY FOX	4234	2024-06-27
ANN HARVEY	3853.6	2025-09-06
G.R. PEARKES	3809.09	2025-01-08
CAPTAIN MOLLY KOOL	3382	2026-01-30
TELEOST	2405	2025-04-12
LEONARD J. COWLEY	2243	2024-08-13
CAPE ROGER	1255	2021-10-12
CYGNUS	1210.5	2021-10-21
VLADYKOV	254	2022-11-10
Sector Maritimes Secteur Maritimes		
KOPIT HOPSON 1753	3728	2021-10-10
SIR WILLIAM ALEXANDER	3728	2025-06-07
JEAN GOODWILL	3382	TBD
HUDSON	3444	2021-08-29
CAPT JACQUES CARTIER	2975	2025-09-15
EARL GREY	1972	2025-01-09
ALFRED NEEDLER	925	2021-08-24
CORPORAL McLAREN MMV	253	2019-05-27
CORPORAL TEATHER C.V.	253	2023-09-04
G. PEDDLE S.C.	253	2024-04-15
M. PERLEY	211	2023-08-27

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDIX 2 TO ANNEX "A" – Safety Management Certificates

APPENDICE 2 À ANNEXE A – Certificats de gestion de la sécurité

Vessel/Region Navire/Région	GRT TJB	Certificate Expiry Expiration du Certificat
CENTRAL REGION RÉGION DU CENTRE		Year/mm/dd Année/mm/jj
Sector St. Lawrence Secteur St-Laurent		
DES GROSEILLIERS	6097.8	2022-05-16
AMUNDSEN	5911	2024-03-05
PIERRE RADISSON	5910	2021-10-28
MARTHA L. BLACK	3818.06	2025-03-01
A. LEBLANC	253	2024-10-31
CAPORAL KAEBLE V.C.	253	2022-10-25
CONSTABLE CARRIÈRE	253	2023-11-19
LEIM	158.3	2024-10-07
Sector Great Lakes Secteur des Grands Lacs		
GRIFFON	2212	2025-02-22
SAMUEL RISLEY	1967	2022-12-95
LIMNOS	459.94	2025-11-02

Vessel/Region Navire/Région	GRT TJB	Certificate Expiry Expiration du Certificat
WESTERN REGION RÉGION DE L'OUEST		Year/mm/dd Année/mm/jj
SIR WILFRID LAURIER	3812	2025-04-20
SIR JOHN FRANKLIN	2975	2025-01-14
SIR WILFRED GRENFELL	2404	2020-07-20
JOHN P. TULLY	2195	2025-03-04
GORDON REID	880	2021-05-21
TANU	754	2021-10-15
ECKALOO	661	2021-07-18
DUMIT	569	2021-07-18
VECTOR	516	2026-03-01
CAPTAIN GODDARD M.S.M	253	2025-05-26
M. CHARLES M.B.	253	2025-05-19
SIR WILFRED GRENVILLE	253	TBD
PRIVATE ROBERTSON V.C.	253	2021-05-19

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes conformément aux tableaux ci-dessous. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

(L'autorité contractante insérera la Base de paiement telle qu'indiquée dans la soumission du soumissionnaire dans le Plan d'évaluation financier.)

ANNEXE « C »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance responsabilité commerciale générale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions et la maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat, pour le montant habituel dans le cas d'un contrat de cette nature, mais pour un montant minimal de 1 000 000 \$ par sinistre ou limite totale annuelle, y compris les frais de défense.
2. Si la police est établie sur la base de réclamations présentées, la protection doit être maintenue en vigueur pendant une période d'au moins douze mois après la date d'achèvement ou de résiliation du contrat.
3. Les avenants suivants doivent être inclus :
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

ANNEXE « D »

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

1. Entente de non-divulgation

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série _____, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et le ministre de Pêches et Océans, Garde côtière canadienne, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série :

_____.

Signature

Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.

F7056-210958/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID

029ml

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

1. Instruments de paiement électronique

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement).

ANNEXE « F »

PLAN D'ÉVALUATION TECHNIQUE

1. Critères techniques obligatoires (CTO)

Le soumissionnaire doit répondre aux critères techniques obligatoires (CTO) :

- a. Le soumissionnaire doit satisfaire les critères techniques obligatoires CTO 1 à CTO 3 pour que sa proposition soit conforme sur le plan technique.
- b. Le soumissionnaire doit fournir les documents nécessaires pour démontrer la conformité avec chaque critère technique obligatoire.
- c. Les soumissions qui ne répondent pas à chacun des critères techniques obligatoires seront jugées non recevables sur le plan technique.

Critère Technique Obligatoire	Description
CTO 1	Le soumissionnaire doit être une organisation reconnue par l'administration canadienne (c.-à-d. la Direction générale de la sécurité maritime de Transports Canada), pour les besoins de l'exécution d'inspections exigées dans le Règlement sur la gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires, en vertu du pouvoir qui leur est conféré par le biais de l'article 12(1) de la Partie 1 de la Loi sur la marine marchande du Canada.
CTO 2	Le soumissionnaire doit fournir une confirmation qu'il acceptera, ou qu'il délivrera de nouveau à titre d'échange, le document de conformité et les certificats de gestion de la sécurité délivrés à la Garde côtière canadienne par le registraire précédent en vertu du Code ISM de la Flotte, c'est-à-dire, Det Norske Veritas DNV.
CTO 3	Les ressources du soumissionnaire doivent parler et écrire l'anglais correctement. De plus, les ressources du soumissionnaire qui effectuent les travaux au Québec doivent parler et écrire le français correctement.

ANNEXE « G »

PLAN D'ÉVALUATION FINANCIER

1. Ventilation des prix

- 1.1 Les soumissionnaires doivent présenter les prix de leur soumission en dollars canadiens (excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente provinciale, le cas échéant), à l'aide des Tableaux relatifs à la ventilation des prix ci-dessous et selon les modalités décrites ci-dessous.
- 1.2 Le soumissionnaire doit inscrire le prix de l'audit et vérification d'un document de conformité au sein du Bureau chef et des bureaux régionaux sur le Tableau relatif aux prix Code ISM (Bureau chef et bureaux régionaux).
- 1.3 Le soumissionnaire doit préciser le bureau satellite de l'entrepreneur qui desservira le lieu inscrit sur le Tableau relatif aux prix Code ISM.
- 1.4 Le soumissionnaire doit préciser le prix de l'audit et vérification des navires de plus de 500 tonneaux de jauge brute (TJB), en présumant que les navires se trouvent au lieu indiqué sur le Tableau relatif aux prix Code ISM.
- 1.5 Le soumissionnaire doit préciser le prix de l'audit et vérification des navires dont la jauge brute se situe entre 125 et 499 tonneaux de jauge brute, en présumant que les navires se trouvent au lieu indiqué sur le Tableau relatif aux prix Code ISM.
- 1.6 Le soumissionnaire doit préciser le prix additionnel pour effectuer une vérification ISPS à la requête du client conduite simultanément avec une vérification ISM des navires de plus de 500 tonneaux de jauge brute, en présumant que les navires se trouvent au lieu indiqué sur le Tableau relatif aux prix Code ISPS.
- 1.7 Le soumissionnaire doit préciser le prix additionnel maximal pour effectuer une vérification ISPS à la demande du client conduite simultanément avec une vérification ISM des navires entre 125 et 499 tonneaux de jauge brute, en présumant que les navires se trouvent au lieu indiqué sur le Tableau relatif aux prix Code ISPS.
- 1.8 Le soumissionnaire doit inscrire les prix tout compris (c'est-à-dire qu'ils comprendront les coûts des préparatifs de l'audit et vérification, le temps de déplacement, le temps passé au lieu où se déroule l'audit et vérification, le coût de l'élaboration de rapports, de même que le coût de la production de documents liés au suivi relatif à la non-conformité ou à des observations).
- 1.9 Le soumissionnaire doit inscrire les taux journaliers maximaux pour les circonstances spéciales sur le Tableau relatif aux circonstances spéciales. Par exemple, dans les cas où le navire est tellement éloigné des lieux spécifiés aux tables de soumission que du temps non-productif anormal serait requis pour aller et revenir du lieu où se situe le navire. Ce coût sera utilisé comme base de négociation entre l'entrepreneur et la GCC au moment de la planification des vérifications pour les navires situés dans des lieux éloignés.
- 1.10 Si en raison de circonstances particulières, un audit *in situ* n'est pas possible, le ou les auditeurs doivent être en mesure d'effectuer un audit à distance aux besoins. Dans un tel cas, aucun frais de déplacement associé ne sera facturé.
- 1.11 Pour les besoins de l'évaluation, les prix de l'année en option 1 à l'année en option 5 sont estimés en fonction d'une augmentation de 2,5 % par année par rapport aux prix de l'année de

contrat 5, comme suit. De l'année en option 1 à l'année en option 5, l'autorité contractante fournira un nouveau prix global annuel pour chaque année facultative exercée en fonction de la clause 7.7.6, Ajustement des prix.

- 1.12 Le prix de la soumission contiendra le total de tous les prix dans les Sommes estimatives annuelles des Tableaux relatifs à la ventilation des prix pour toutes les années, y compris les années en option.

2. Dépenses de voyage

- 2.1 Les soumissionnaires devraient prendre connaissance du site internet du conseil national mixte (<https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/v238/s659/fr>) qui fournit les indemnités maximums de voyage, logement, repas, et faux frais qui seront remboursée par la garde côtière pour les services fournis sous ce contrat. Ces taux sont revus deux fois par année, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre.
- 2.2 Dans les cas où les audits sont effectués à bord de navires situés dans lieux éloignés, la Garde côtière se réserve le droit de fournir un logement à bord du navire et ce à la charge de la Garde côtière et dans ces cas elle n'assumera pas la responsabilité des coûts advenant que l'entrepreneur ou son employé choisisse un autre logement.
- 2.3 Là où un moyen de transport commercial est requis, les coûts de transport seront facturés au prix coûtant, sujet à la provision suivante et sans augmentation du prix. Les réservations par transport commercial aérien seront effectuées tarif excursion afin de profiter des pleins avantages de rabais de réservation précoce. La Garde côtière ne remboursera à l'entrepreneur l'équivalent des frais acheté au tarif excursion et réservation précoce dans cas d'une réservation effectuée à tarif régulier.
- 2.4 La Garde côtière se réserve le droit de fournir à l'entrepreneur des moyens de transport à ses frais à bord l'un de ses propres aéronefs ou par avion affrété. Là où de tels moyens de transport seraient utilisés, l'entrepreneur ne réclamera pas de frais à l'encontre de la garde côtière et la garde côtière ne facturera pas de frais à l'entrepreneur. Si l'entrepreneur refuse l'utilisation de tels moyens de transport, les dépenses alternatives de l'entrepreneur ne seront pas remboursées par la garde côtière.
- 2.5 Où les bureaux satellites sont identifiés, la Garde côtière ne sera pas responsable pour les frais supplémentaires si un autre bureau que celui identifié au contrat est utilisé à la demande de l'entrepreneur.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pricing Breakdown Tables/Tableaux relatifs à la ventilation des prix

ISM Code Pricing Table (Headquarters Regional Offices)/Tableau relatif aux prix Code ISM (Bureau chef et bureaux régionaux)

Location/Lieu	2022-04-01 to/à 2023-03-31	2023-04-01 to/à 2024-03-31	2024-04-01 to/à 2025-03-31	2025-04-01 to/à 2026-03-31	2026-04-01 to/à 2027-03-31
Headquarters (Ottawa) per audit: Administration Centrale (Ottawa) par vérification :	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: ATLANTIC / Newfoundland Bureaux régionaux par vérification : ATLANTIQUE/ Terre-Neuve	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: ATLANTIC/ Maritimes Bureaux régionaux par vérification: ATLANTIQUE/ Maritimes	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: CENTRAL/ St. Lawrence Bureaux régionaux par vérification : CENTRALE/ St-Laurent	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: CENTRAL/ Great Lakes Bureaux régionaux par vérification : CENTRALE/ Grands Lacs	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: ARCTIC Bureaux régionaux par vérification : ARCTIQUE	\$	\$	\$	\$	\$
Regional Offices - per audit: WESTERN Bureaux régionaux par vérification : OUEST	\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ISM Code Pricing Table/Tableau relatif aux prix Code ISM

Ship Located At / Navire situé à:	Contractor Satellite Location/ Bureau Satellite de l'entrepreneur	2022-04-01 to/à 2023-03-31	2023-04-01 to/à 2024-03-31	2024-04-01 to/à 2025-03-31	2025-04-01 to/à 2026-03-31	2026-04-01 to/à 2027-03-31
St. John's, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Cornerbrook, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
St. Anthony, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Lewisporte, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Argentia, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Dartmouth, N.S., > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Saint John, N.B., > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Charlottetown, PEI, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sydney, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Shelburne, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Yarmouth, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
La Baie, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sept Isles, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Matane, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Québec, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Trois-Rivières, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sorel, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Prescott, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Burlington, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Parry Sound, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sarnia, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Amherstburg, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Thunder Bay, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Iqaluit, Nunavut, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Tuktoyaktuk, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Inuvik, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Hay River, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Norman Wells, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Victoria, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Nanaimo, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Port Hardy, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Prince Rupert, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sandspit, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sidney, BC (I.O.S) , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ISPS Code Pricing Table/Tableau relatif aux prix Code ISPS

Ship Located At / Navire situé à:	Contractor Satellite Location/ Bureau Satellite de l'entrepreneur	2022-04-01 to/à 2023-03-31	2023-04-01 to/à 2024-03-31	2024-04-01 to/à 2025-03-31	2025-04-01 to/à 2026-03-31	2026-04-01 to/à 2027-03-31
St. John's, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Cornerbrook, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
St. Anthony, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Lewisporte, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Argentia, NL, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Dartmouth, N.S., > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Saint John, N.B., > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Charlottetown, PEI, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sydney, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Shelburne, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Yarmouth, N.S. , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
La Baie, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sept Isles, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Matane, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Québec, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Trois-Rivières, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sorel, QC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Prescott, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Burlington, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Parry Sound, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sarnia, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Amherstburg, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Thunder Bay, ON, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Iqaluit, Nunavut, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Tuktoyaktuk, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Inuvik, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Hay River, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Norman Wells, NWT, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Victoria, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Nanaimo, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Port Hardy, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Prince Rupert, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sandspit, BC, > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
Sidney, BC (I.O.S) , > 500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$
>125 & <500 GRT/TJB		\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Special Circumstances Table/Tableau relatif aux circonstances spéciales

	2022-04-01 to/à 2023-03-31	2023-04-01 to/à 2024-03-31	2024-04-01 to/à 2025-03-31	2025-04-01 to/à 2026-03-31	2026-04-01 to/à 2027-03-31
Maximum daily rate for special circumstances/ Taux journaliers maximaux pour circonstances spéciales	\$	\$	\$	\$	\$

Pricing Breakdown Tables, Initial Period /Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Période initiale

Pricing Breakdown Tables/Tableaux relatifs à la ventilation des prix	2022-04-01 to/à 2023-03-31	2023-04-01 to/à 2024-03-31	2024-04-01 to/à 2025-03-31	2025-04-01 to/à 2026-03-31	2026-04-01 to/à 2027-03-31
ISM Code Pricing Table (Headquarters and Regional Offices) Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISM (Bureau chef et bureaux régionaux)	\$	\$	\$	\$	\$
ISM Code Pricing Table Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISM	\$	\$	\$	\$	\$
ISPS Code Pricing Table Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISPS	\$	\$	\$	\$	\$
Special Circumstances Annual Table Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux circonstances particulières	\$	\$	\$	\$	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix	\$	\$	\$	\$	\$

Pricing Breakdown Tables, Option Period/Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Période option

Pricing Breakdown Tables/Tableaux relatifs à la ventilation des prix	Option 2027-04-01 to/à 2028-03-31	Option 2028-04-01 to/à 2029-03-31	Option 2029-04-01 to/à 2030-03-31	Option 2030-04-01 to/à 2031-03-31	Option 2031-04-01 to/à 2032-03-31
ISM Code Pricing Table (Headquarters and Regional Offices) Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISM (Bureau chef et bureaux régionaux)	\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
F7056-210958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F7056-210958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
029ml.F7056-210958

Id de l'acheteur - Buyer ID
029ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ISM Code Pricing Table Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISM	\$	\$	\$	\$	\$
ISPS Code Pricing Table Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux prix Code ISPS	\$	\$	\$	\$	\$
Special Circumstances Annual Table Estimated Sum/ Somme estimative annuelle du Tableau relatif aux circonstances particulières	\$	\$	\$	\$	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum/ Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix	\$	\$	\$	\$	\$

Price of the Bid /Prix de la soumission

Description	Price/Prix
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, 2022-04-01 to 2023-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, 2022-04-01 à 2023-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, 2023-04-01 to 2024-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, 2023-04-01 à 2024-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, 2024-04-01 to 2025-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, 2024-04-01 à 2025-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, 2025-04-01 to 2026-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, 2025-04-01 à 2026-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, 2026-04-01 to 2027-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, 2026-04-01 à 2027-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, Option 2027-04-01 to 2028-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Option 2027-04-01 à 2028-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, Option 2028-04-01 to 2029-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Option 2028-04-01 à 2029-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, Option 2029-04-01 to 2030-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Option 2029-04-01 à 2030-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, Option 2030-04-01 to 2031-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Option 2030-04-01 à 2031-03-31	\$
Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sum, Option 2031-04-01 to 2032-03-31/Somme estimative annuelle des Tableaux relatifs à la ventilation des prix, Option 2031-04-01 à 2032-03-31	\$
Price of the Bid – Total of the Pricing Breakdown Tables Annual Estimated Sums/Prix de la soumission – Total des Sommes estimatives annuelles des Tableaux relatifs à la ventilation des prix	\$

Le prix de la soumission est le prix évalué aux fins de l'évaluation financière à la clause 4.1.2.2, Évaluation du prix – soumission.